

RENDRE LE SECTEUR DE LA JEUNESSE PLUS VERT

Liste de contrôle de la durabilité



Partenariat jeunesse

Partenariat entre la Commission européenne
et le Conseil de l'Europe dans le domaine de la jeunesse



UNION EUROPÉENNE



CONSEIL DE L'EUROPE

RENDRE LE SECTEUR DE LA JEUNESSE PLUS VERT

Liste de contrôle de la durabilité

Auteur:

Neringa Tumėnaitė
Pool of European Youth Researchers (PEYR)

Coordination:

Lana Pasic

Illustrations, conception et mise en page:

Picturise
Mădălina Pavel & Andri Voutouri

Les vues exprimées dans ce document, élaboré à la demande du partenariat entre l'Union européenne et le Conseil de l'Europe dans le domaine de la jeunesse, relèvent de la responsabilité des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la ligne officielle des institutions partenaires, de leurs États membres ou des organisations qui coopèrent avec elles.

* Conformément aux lignes directrices en matière de durabilité, nous vous encourageons à utiliser ce document au format PDF et à ne pas l'imprimer, sauf pour des raisons d'accessibilité.

* Tout au long du document, les termes « vert », « durable », « éco », « conscient de l'environnement » et « respectueux de l'environnement » sont employés de manière interchangeable et ils sont considérés comme identiques.

TABLE DES MATIÈRES

04	CONTEXTE Climat, jeunesse et droits de l'homme	22	Protéger les océans et le climat
06	Changements climatiques et inégalités: Des plus pauvres de l'Europe au sud de la planète	25	Eau Zéro déchet, recyclage et compostage
08	Cadre institutionnel	26	Transport
12	Méthode de recherche	28	Impression et papier
17	Travail d'équipe	30	Pochettes de bienvenue et cadeaux promotionnels
18	Hébergement et lieu Choisir un lieu	32	Acheter des produits issus du commerce équitable
19	Utilisation du lieu	33	Réduire notre empreinte digitale
20	Aliments et consommables Alimentation durable	34	Éducation
		36	LISTE DE CONTRÔLE RÉSUMÉ
		43	RÉFÉRENCES

CONTEXTE :

CLIMAT, JEUNESSE ET DROITS DE L'HOMME



La crise climatique a un impact profond sur l'humanité : la perte de biodiversité, la déforestation, la pénurie d'eau, les catastrophes naturelles, la pollution, l'extinction des espèces et la dégradation générale des écosystèmes de la Terre affectent des vies dans le monde entier. Les chercheurs ont également constaté que, les effets du changement climatique étant d'une telle ampleur, ils compromettront la réalisation de la plupart des objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, tels que ceux relatifs à la pauvreté, à la faim, à la santé et au bien-être, à l'éducation, à l'eau et à l'assainissement, ainsi qu'à la paix et à la justice (Sanson, Hoorn et Burke, 2019).

Un récent rapport de Lancet Countdown et de l'Agence européenne pour l'environnement (2021) «Répondre aux risques sanitaires du changement climatique en Europe» souligne que les extrêmes météorologiques et climatiques en Europe augmentent la propagation des maladies infectieuses, des sécheresses et des feux de forêt (par exemple, plus de pays européens ont souffert de feux de forêt en 2018 que ce qui avait été enregistré auparavant). Pendant ce temps, dans le monde entier, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (sans date) estime qu'en raison de l'intensité et de la fréquence croissantes des phénomènes météorologiques extrêmes, environ 20 millions de personnes sont contraintes de quitter leur foyer et de migrer chaque année.

On peut lire dans l'Accord de Paris de 2015 que «les changements climatiques représentent une menace immédiate et potentiellement irréversible pour les sociétés humaines et la planète» (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, 2015). Il n'est donc pas surprenant que les institutions européennes aient reconnu que le bien-être de notre planète dépend de la protection des droits de l'homme et d'un environnement sain pour les générations futures.

Un environnement sain est une condition préalable à la conservation de la vie sur notre planète et, par conséquent, à la jouissance même [...] [des] droits et libertés inhérents en vertu de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Convention européenne des droits de l'homme. [...] [le] Conseil de l'Europe a un rôle clé à jouer pour intégrer la dimension environnementale dans les droits de l'homme et poursuivre une approche de la protection de l'environnement fondée sur le droit.

Déclaration de la Présidence du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe
(Conseil de l'Europe, 2020a)

LES JEUNES ET LE CLIMAT

Il y a environ 142 millions de jeunes en Europe (Eurostat, 2020) et près de 1,21 milliard de jeunes dans le monde (Nations Unies, 2020). Les crises climatiques affectent à la fois leur santé mentale et physique. Les chercheurs ont documenté des réactions psychologiques troublantes généralisées à la crise climatique (Sanson, Hoorn et Burke, 2019), ainsi que des effets négatifs sur la santé physique, notamment l'exposition aux toxines environnementales et les maladies qui y sont liées (Sheffield et Landrigan, 2010). Tout cela ne passe pas inaperçu - dans une enquête menée auprès de plus de 10 000 jeunes, le changement climatique est considéré comme le problème le plus important auquel le monde est confronté (Amnesty International, 2019).

Bien que de nombreux jeunes et organisations de jeunesse aient agi intentionnellement pour faire face aux problèmes environnementaux depuis la création des mouvements civiques, les protestations et actions climatiques mondiales les plus répandues ont débuté en 2018. Suite à l'incapacité des autorités à agir de manière adéquate face aux défis causés par la crise climatique, Greta Thunberg, alors âgée de 15 ans et originaire de Suède, a lancé la Skolstrejk för Klimatet (« grève des écoles pour le climat »). Ce qui n'était au départ qu'une initiative isolée est devenue la plus grande manifestation de masse de l'histoire en faveur du climat, avec plus de 2 500 événements dans plus de 163 pays sur tous les continents et a suscité le développement de mouvements de masse de jeunes en faveur du climat, tels que Fridays for Future « Vendredis pour l'Avenir » (Barclay et Resnick, 2019).

LE SAVIEZ-VOUS ?

• En 2017, à la suite d'incendies meurtriers au Portugal, sept jeunes ont saisi la Cour européenne des droits de l'homme de statuer pour contraindre 47 pays à cesser toute nouvelle extraction de combustibles fossiles.

- En 2018, la Cour suprême colombienne a donné raison à 25 jeunes plaignants qui soutenaient que la déforestation en Amazonie menaçait leurs droits à un environnement sain.

- Suite à une plainte déposée par neuf militants du climat, la Cour constitutionnelle allemande a décidé que la loi sur la protection du climat de 2019 devait être améliorée.



LE SAVIEZ-VOUS ?

CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET INÉGALITÉS: DES PLUS PAUVRES DE L'EUROPE AU SUD DE LA PLANÈTE

Les changements climatiques ont des effets disproportionnés sur les communautés marginalisées et vulnérables, car celles qui ont le moins de ressources sont les moins capables de s'adapter aux changements liés au climat (Nations Unies 2020). Globalement, le racisme environnemental – l'impact disproportionné des risques environnementaux sur les personnes de couleur – doit être abordé si nous voulons progresser vers la justice environnementale. Par exemple, aux États-Unis, la recherche a montré que « la race est plus importante que le statut socio-économique pour prédire l'emplacement des installations commerciales de déchets dangereux de la nation » (Bullard et al., 2007). Parallèlement, le récent rapport du Bureau européen de l'environnement (2020 : 4) conclut que « l'élaboration des politiques européennes ne tient pas compte de la forte corrélation entre la localisation des charges environnementales, le manque de services environnementaux et l'origine ethnique des résidents les plus touchés ». Ce rapport décrit comment la discrimination historique et systémique pousse les communautés roms vers des zones marginales et polluées:

Les [personnes] roms sont [...] touchées de manière disproportionnée par les charges environnementales, telles que la pollution et la dégradation de l'environnement résultant des décharges et des terrains vagues, des sites contaminés ou des industries sales. Les conséquences sont des effets dévastateurs sur la santé, allant des maladies infectieuses aux problèmes de santé mentale.



Jennifer Rankin
@JenniferMerode

Europe's Roma communities often living on polluted wastelands w/o running water or sanitation in their homes as a result of "environmental racism" - preview of sobering report by @Green_Europe out later this week



Roma suffer under EU's 'environmental racism', report concludes
Thousands live in squalor due to deliberate policies of exclusion and deprivation, says study
theguardian.com

Image 1: Capture d'écran d'un tweet faisant la promotion de Rankin, J (2020). Les Roms souffrent du « racisme environnemental » de l'UE, selon un rapport.
The Guardian.



En ce qui concerne les inégalités mondiales, l'intensification des phénomènes météorologiques extrêmes et d'autres effets du changement climatique sont généralement plus importants dans le sud du monde, où vit la majorité des jeunes. Par exemple, la résolution sur les « réfugiés climatiques » de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (2019) note qu'on estime à 200 millions le nombre de personnes qui seront déplacées dans le monde d'ici 2050 en raison du changement climatique. La résolution reconnaît également que les « États membres industrialisés du Conseil de l'Europe ont une responsabilité particulière vis-à-vis des pays du Sud de la planète qui sont touchés par un changement climatique généré par l'homme

et appelle à renforcer la coordination, la médiation et le financement avec des partenaires non européens.

POURQUOI DEVRIONS-NOUS NOUS SENTIR RESPONSABLES ?

« Nous ne vivons pas au-dessus de nos moyens. Nous vivons aux dépens des autres ».
(Lessnic 2019)

Le système économique mondial actuel repose largement sur les privilèges et les relations inégales: les populations et les ressources du Sud sont exploitées pour alimenter les habitudes de consommation et les modes de vie des pays du Nord (Heiba, 2021). Cette méthode qui consiste à délocaliser les dommages environnementaux vers d'autres régions (c'est-à-dire à leur demander de déboiser leurs forêts au nom des exportations) est connue sous le nom de « colonialisme climatique ».

À titre d'exemple, l'Union européenne importe 40 %¹ de ses produits – dont les cultures, la viande et le charbon – de l'étranger (Banque mondiale, 2019) et exporte donc une grande partie de ses émissions de carbone vers des nations

¹ Importation de biens et services exprimée en % du PIB.

économiquement plus pauvres. Alors que les décideurs discutent des méthodes permettant d'atteindre la justice en matière de développement et d'atténuer les effets de la crise climatique (par exemple, par le biais du transfert de technologies), il est essentiel de prendre conscience de l'impact de la consommation en Europe sur le reste du monde.

De plus, alors que la société évolue vers la neutralité carbone, des efforts sont nécessaires pour garantir que personne n'est laissé pour compte et que les droits sociaux sont respectés. Pour s'attaquer à la crise climatique, il importe non seulement de faire preuve de retenue, mais il faut aussi construire une vision de l'avenir qui garantisse une bonne qualité de vie pour tous, dans la limite de la capacité de la planète à soutenir l'humanité.

Même si des efforts peuvent être consentis en faveur de choix de consommation respectueux de l'environnement au niveau individuel, il est essentiel de plaider pour que les gouvernements et les entreprises agissent également de manière responsable envers l'environnement. Notamment, une centaine d'entreprises et d'entités publiques sont responsables de 71 % des émissions industrielles mondiales de gaz à effet de serre (Griffin, 2017). Pour protéger l'environnement, il faut opérer un changement systématique et accroître la responsabilité financière et la réglementation des plus grands pollueurs, en particulier des organisations multinationales (qui possèdent souvent un fort pouvoir de lobbying pour influencer la prise de décision). En outre, le développement de systèmes durables de production, de transport et d'agriculture, qui permettraient à chacun de vivre plus facilement de manière écologique, pourrait également profiter à la flore et à la faune de la planète.

Il est donc primordial que le secteur de la jeunesse soutienne à la fois les activités de sensibilisation à l'écologie, et crée un cadre permettant aux participants aux activités éducatives de faire facilement des choix écologiques.

CADRE INSTITUTIONNEL

L'impact du changement climatique a retenu l'attention des décideurs politiques européens, tant au niveau de l'UE que du Conseil de l'Europe, ainsi que des organisations et réseaux de jeunesse dans leurs États membres respectifs.

UNION EUROPÉENNE(UE)

L'UE prévoit une série d'initiatives pour protéger l'environnement et stimuler l'économie verte. La plus notable d'entre elles est le *Green Deal* européen, un objectif à l'échelle du bloc de zéro émission nette de carbone d'ici 2050. Si cet objectif est atteint, l'Europe deviendra le premier continent climatiquement neutre (Commission européenne, 2019).

Salué par certains comme le « **moment de l'homme sur la Lune** » (Deutsche Welle, 2019) pour sa percée, et critiqué par d'autres pour avoir **cédé aux intérêts des entreprises** (Corporate Europe Observatory, 2019), le *Green Deal* européen fait quelques pas importants dans la bonne direction. Au moment où nous écrivons ces lignes, le Conseil européen et le Parlement européen sont parvenus à un accord provisoire sur la pièce maîtresse de l'accord, à savoir la loi européenne sur le climat, qui rend juridiquement contraignant l'objectif d'atteindre zéro émission nette en 2050.

Parmi les priorités de l'Union européenne figure aussi le rétablissement écologique, abordé dans la **Stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030**, qui comporte un large éventail d'objectifs, dont l'augmentation de l'agriculture biologique et la réduction de 50 % de l'utilisation des pesticides d'ici à 2030, la protection des forêts, la création d'espaces verts dans les villes et la plantation de 3 milliards d'arbres d'ici à 2030 (Commission européenne, 2021b).

-
- La population mondiale d'espèces sauvages a diminué de 60 % au cours des 40 dernières années et un million d'espèces sont menacées d'extinction. (Commission européenne, 2021b).



LE SAVIEZ-VOUS ?

En ce qui concerne les actions axées sur la jeunesse, Erasmus+, le programme phare de l'UE doté d'un budget estimé à 26,2 milliards d'euros pour soutenir l'éducation, la jeunesse et le sport, sera un instrument clé pour le développement des connaissances, des compétences et des attitudes en matière de changement climatique et de développement durable. Étant donné que l'environnement et le changement climatique figurent parmi ses cinq priorités, Erasmus+ prévoit d'accorder un financement prioritaire aux initiatives qui « par l'éducation, la formation, la jeunesse

et les activités sportives [...] permettent des changements de comportement en fonction des préférences individuelles, des valeurs culturelles et de la sensibilisation au développement durable » et d'encourager ainsi les organisations à « intégrer des pratiques vertes dans tous les projets, avoir une approche respectueuse de l'environnement, [...] et à trouver d'autres moyens plus écologiques de mettre en œuvre leurs activités ». (Commission européenne, 2021a).

LES NORMES VERTES INTERNATIONALES:

- Le système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) (Commission européenne, 2009), vise à aider les entreprises et les organisations à évaluer, rendre compte et améliorer leurs performances environnementales.
- La norme ISO 26101 propose des lignes directrices et des bonnes pratiques pour aider à gérer les activités et à maîtriser l'impact social, économique et environnemental (Organisation internationale de normalisation, sans date).

CONSEIL DE L'EUROPE

Le Conseil de l'Europe a été à l'avant-garde de l'approche de la protection de l'environnement fondée sur les droits de l'homme et a établi des normes, notamment la **Convention européenne des droits de l'homme**², la **Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe** et la **Charte sociale européenne**. Ces normes et d'autres ressources de suivi (par exemple, le Manuel sur les droits de l'homme et l'environnement) ont été invoquées avec succès pour faire progresser les questions environnementales dans les États membres du Conseil de l'Europe et pour fournir des orientations aux divers organes de surveillance des droits de l'homme. Le Conseil de l'Europe a également adopté une **Déclaration conjointe sur les droits de l'homme et l'environnement par les présidences sortante et entrante du Comité des Ministres en 2020** (Conseil de l'Europe, 2020b). En ce qui concerne l'action au niveau local, le **Congrès des pouvoirs locaux et régionaux** a fait des défis environnementaux l'une de ses principales priorités et s'efforce de garantir aux communautés le droit d'être consultées et impliquées dans l'élaboration de stratégies pour un environnement sain.

² Bien que la Convention européenne des droits de l'homme ne comporte pas aujourd'hui explicitement le droit à un environnement sain, la Cour a statué sur environ 300 affaires liées à l'environnement.

Je trouve encourageant de constater que de nombreuses personnes, motivées par un sentiment d'urgence imminente, s'engagent dans des initiatives variées pour faire valoir leurs droits relatifs à un environnement propre et sain, notamment en faisant usage de leur droit à la liberté d'expression et de réunion. Actuellement, l'exemple le plus remarquable de cette dynamique est la mobilisation des jeunes du monde entier qui, comme la militante suédoise Greta Thunberg, manifestent en grand nombre dans le cadre du mouvement « Fridays for Future » (« Vendredis pour l'Avenir »).

**Dunja Mijatović, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe
(Conseil de l'Europe, 2019)**

Le Conseil de l'Europe a également consenti des efforts importants pour s'engager auprès des jeunes et leur offrir des espaces pour aborder la crise climatique. Par exemple, **Compass : Manuel sur l'éducation aux droits de l'homme avec les jeunes** comprend une section sur l'environnement et fournit des ressources pédagogiques qui peuvent être utilisées lors du travail avec les jeunes pendant la formation. Parallèlement, le **Forum mondial pour la démocratie 2020-2021** du Conseil de l'Europe a été consacré à la contribution de la démocratie à la protection de l'environnement.

De plus, pour soutenir les efforts visant à inscrire le changement climatique et son impact sur les jeunes à l'ordre du jour de la politique internationale, le département de la jeunesse du Conseil de l'Europe a pris diverses mesures pour promouvoir des activités écologiquement neutres ou positives visant à soutenir des initiatives visant à « verdir » le secteur de la jeunesse. Il s'agit notamment de la **réunion consultative « La crise climatique, les jeunes et la démocratie »**, de la création d'un groupe de travail sur l'écologisation du secteur de la jeunesse par le Conseil mixte sur la jeunesse (CMJ), et de ressources telles que les **lignes directrices** du Fonds européen pour la jeunesse **en matière de** durabilité environnementale pour les projets (2014). Les Centres européens de la jeunesse de Strasbourg et de Budapest ont également mis en œuvre une série d'initiatives pour garantir des activités durables et vertes, comme les lundis sans viande à Budapest, l'utilisation de gobelets et de couverts non jetables, l'introduction de fontaines à eau dans les centres et la fourniture de vélos aux participants, pour n'en citer que quelques-unes.

Le partenariat jeunesse UE-Conseil de l'Europe a développé plusieurs ressources, notamment le **T-KIT** sur la durabilité et le travail de jeunesse (partenariat jeunesse

UE-CdE, 2018) et le document analytique *Disobedient youth: Lessons from the youth climate strike movement* (Gorman, 2021). Le partenariat jeunesse, en collaboration avec le groupe de travail du CMJ sur l'écologisation du secteur de la jeunesse, travaille actuellement à l'élaboration de lignes directrices en matière d'écologisation et de durabilité pour les centres de jeunesse. La liste de contrôle de la durabilité suivante a été élaborée dans ce cadre et peut être utilisée par les organisations de jeunesse ainsi que par les responsables politiques et les décideurs lorsqu'ils financent des projets durables et investissent dans des initiatives de jeunesse durables.

MÉTHODE DE RECHERCHE

La liste de contrôle de la durabilité a été élaborée afin de servir de lignes directrices au secteur de la jeunesse dans son ensemble. Elle repose sur une analyse documentaire de la littérature existante, des lignes directrices, des documents d'orientation de l'UE et du Conseil de l'Europe, ainsi que des recommandations et des listes de contrôle de diverses organisations de jeunesse à travers l'Europe, dont les organisations ci-après :

- Alliance des organisations européennes de service volontaire (**Alliance**),
- Climate Students Sweden (**Klimat studenterna**),
- Comité de coordination du service volontaire international (**CCIVS**),
- ERYICA and Eurodesk,
- **Erasmus Student Network** (ESN International, ESN Portugal, Social Erasmus ESN Spain),
- Internationale des jeunes amis de la nature (**IYNF**),
- Jeunesse pour l'échange et la compréhension (**YEU**),
- Organisation mondiale du mouvement scout (**WSC**),
- Université de Zürich (**UZH**),
- Youth and Environment Europe (**YEE**),
- Zero Waste Fest (**Zeist**).

Des données ont également été collectées par le biais d'échanges personnels avec des représentants des organisations de jeunesse énumérées ci-dessus, ainsi qu'à partir d'une consultation et de discussions de groupe avec 15 organisations de jeunesse bénéficiaires de subventions du Fonds européen pour la jeunesse :

- Alliance des organisations européennes de service volontaire (Alliance)
- Association des états généraux des étudiants de l'Europe (AEGEE-Europe)
- Centre d'information et de documentation sur le racisme, l'écologie, la paix et la non-violence (ANTIGONE)
- Fédération internationale de la jeunesse libérale et radicale (IFLRY)
- Comité de coordination du service volontaire international (CCIVS)
- Fédération des jeunes écologistes européens (FYEG)
- Europiamo ETS
- Internationale des jeunes amis de la nature (IYNF)
- Projekte Vullnetare Nderkombetare (PVN)
- Service civil international (SCI)
- Jeunesse pour l'échange et la compréhension (YEU)
- Jeunes européens fédéralistes (JEF Europe)
- Young Friends of the Earth Europe (Young FoEE)
- YMCA Europe
- European Scout Region of the World Organisation of the Scout Movement (WOSM - Scouting in Europe).

Les représentants ont discuté des pratiques durables dans leurs organisations et apporté des contributions précieuses au projet de liste de contrôle de la durabilité. La version finale a été ajustée pour intégrer leurs commentaires et suggestions.

DIVERSES STRATÉGIES POUR VERDIR LE SECTEUR DE LA JEUNESSE

Les réseaux de jeunes qui cherchent de manière proactive à être conscients de l'environnement utilisent une variété d'approches qui peuvent être regroupées dans les catégories suivantes :

a) Stratégies écrites/formalisées

Un grand nombre de réseaux ou d'organisations qui intègrent des pratiques vertes dans leurs activités ont élaboré des lignes directrices, des listes de contrôle et des règles pour assurer la durabilité de leurs propres projets et événements. Dans certains cas, il s'agit de recommandations, tandis que dans d'autres, il s'agit de règles établies qui font partie de documents statutaires et/ou de procédures internes (par exemple, la réglementation du type de voyage ou de nourriture qui peut être remboursé). Dans l'ensemble, cela permet d'établir une approche globale de la mise en œuvre et de la mesure du succès des organisations dans leur « virage vert ».

b) Stratégies officieusement acceptées

Dans certains réseaux de jeunesse, la garantie de projets et de réunions respectueux de l'environnement et durables fait partie de l'accord informel interne. Un représentant d'une organisation de jeunesse interrogée a déclaré: « C'est un accord interne selon lequel nous essayons d'être durables et nous le communiquons aux organisations hôtes, mais nous ne l'avons pas réellement sur papier dans une quelconque stratégie ».

c) Stratégies axées sur des lignes directrices externes

Certains réseaux de jeunes ont déclaré que, pour la plupart des événements, les organisateurs doivent vérifier un trop grand nombre de variables. Ils estiment donc qu'une liste de contrôle unique ne serait pas complète ou serait trop générique. Par exemple, un représentant du Forum européen de la Jeunesse a déclaré : « Un processus beaucoup plus fiable que nous utilisons en interne examine la durabilité de manière plus générale et tous nos événements sont maintenant conformes à ISO 20121 et EMAS plutôt que de regarder une liste de contrôle ».

d) Stratégies axées sur les participants

Certaines organisations de jeunesse ont encouragé les participants à s'auto-évaluer.

Par exemple, « Jeunesse pour l'échange et la compréhension » (YEU) dispose de lignes directrices et de listes de contrôle internes « écologiques » permettant aux participants d'évaluer eux-mêmes dans quelle mesure ils ont suivi des pratiques écologiques.

Pour intégrer les pratiques respectueuses de l'environnement, certaines organisations recommandent d'insérer des incitations écologiques dans les critères d'évaluation. Par exemple, ERYICA et Eurodesk (2020) suggèrent de demander aux candidats d'expliquer s'ils ont l'intention de prendre des mesures écologiques dans leurs projets et de recevoir ainsi des points supplémentaires (dans ce cas, les candidats devraient recevoir des informations pertinentes pour les aider à préparer leur stratégie).

Il est clair que la liste de contrôle idéale n'est pas applicable à tous les cas. Le taux de conformité peut dépendre de multiples facteurs externes, notamment des pratiques en vigueur sur le lieu du projet, des capacités de l'équipe et du groupe de jeunes que l'on tente d'atteindre. Cependant, l'existence d'une liste de contrôle peut être utile pour maximiser l'approche de la conscience environnementale et pour proposer des outils d'auto-évaluation et de réflexion. Il convient de noter que l'objectif de cette liste de contrôle n'est pas d'imposer des obstacles supplémentaires, mais de partager les meilleures pratiques (à adapter aux circonstances locales) en matière de préparation d'événements durables, afin de faciliter la conduite d'activités respectueuses de l'environnement. Dans l'ensemble, la liste de contrôle doit être considérée avec souplesse et adoptée sur une base volontaire.

LISTE DE CONTRÔLE DE LA DURABILITÉ

« Penser vert » est un processus continu, qui requiert créativité et adaptabilité tout en faisant les meilleurs choix pour l'avenir de l'humanité et de notre planète. Nous espérons que des conseils et des références supplémentaires pourront aider les organisateurs d'événements pour la jeunesse dans ce processus.

TRAVAIL D'ÉQUIPE

Note : Décider avec l'équipe des principes qui ont un sens dans le contexte donné, en tenant compte des groupes de jeunes engagés.



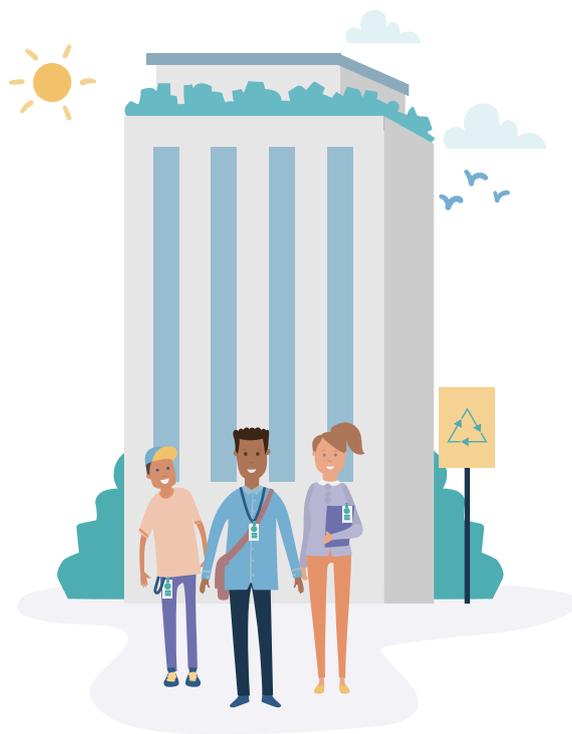
Pour garantir des stratégies efficaces d'organisation d'activités durables, il est important que toute l'équipe soit engagée.

Présenter la liste de contrôle à l'équipe.

Concevoir ensemble sa propre approche.

Convenir avec les participants des principes qui guideront les travaux de la réunion.

HÉBERGEMENT ET LIEU



Note : Il est important de vérifier le code éthique de l'entreprise propriétaire du lieu et de s'assurer qu'il couvre à la fois les questions de durabilité et de travail (certaines entreprises qui se présentent comme «vertes » peuvent offrir de mauvaises conditions de travail à leur personnel).

CHOISIR UN LIEU

Vérifier les **certifications écologiques** (par exemple, dans le secteur hôtelier, vous pouvez rechercher la certification **Green Globe** ou **Green Key**).

Choisir un lieu qui dispose d'un programme d'économie d'énergie et d'eau (tel qu'un programme de recyclage et de réduction des déchets, systèmes de chauffage durables, etc).

Vérifier si des fontaines d'eau sont disponibles.

Coopérer avec des initiatives locales d'économie sociale (coopératives, fondations, entreprises sociales) plutôt qu'avec de grandes entreprises commerciales à but lucratif.

Choisir des lieux où les droits des travailleurs sont respectés et où il y a un réinvestissement dans la communauté locale.

Fournir des produits d'hygiène à faible impact environnemental (« **Eco-label** ») ou, mieux, des produits naturels, et utilisant le moins d'emballage possible.

Il convient de limiter des déplacements en véhicules motorisés privés pendant les événements. Cela signifie que le logement doit se trouver soit au même endroit/aussi près que possible du lieu de la réunion, soit être facilement accessible par les transports publics.

Si aucun endroit n'est disponible, contacter le lieu pour discuter des mesures d'économie d'énergie qui peuvent être mises en œuvre.

EXEMPLE DE LIEU DURABLE:

Mundo-b, Bruxelles. La Maison du développement durable de Bruxelles, également appelée Mundo-b, est un projet initié par un ensemble d'ONG qui ont travaillé ensemble pour rénover écologiquement un bâtiment afin d'y établir leurs bureaux et leurs espaces de rencontre dans un environnement durable. Elle dispose de nombreux espaces partagés, d'un jardin éducatif avec ses propres installations de compostage et d'une cafétéria organique appelée **Kamilou**, qui aide les jeunes à retrouver un emploi.

UTILISATION DU LIEU

Optimiser l'utilisation de la lumière naturelle.

Rappeler aux participants d'éteindre les lumières et de fermer les robinets lorsqu'ils ne sont pas utilisés.

Réutiliser le matériel des événements précédents. Pour ce faire, dresser une liste du matériel à usage unique (décorations, badges non réutilisables, etc.).

Organiser la réunion en plein air (si le temps le permet).

Nettoyage: utiliser des produits respectueux de l'environnement pour le nettoyage et la vaisselle (essayer de fabriquer vos propres produits de nettoyage, par exemple avec du vinaigre, des citrons ou du bicarbonate de soude).

Utiliser le moins possible la climatisation ou des systèmes de refroidissement/chauffage similaires. Éviter de chauffer inutilement les salles de réunion ou d'autres espaces.

Ne pas changer les serviettes et les draps tous les jours.

ALIMENTS ET CONSOMMABLES

ALIMENTATION DURABLE

Le régime alimentaire est un moyen essentiel de contribuer au développement durable. Le Groupe d'experts intergouvernemental des Nations Unies sur l'évolution du climat (2018) a conclu que l'alimentation végétane et végétarienne et la réduction du gaspillage alimentaire sont des méthodes efficaces pour atténuer le réchauffement climatique. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le secteur de l'élevage génère plus d'émissions de gaz à effet de serre que les transports. C'est également une source majeure de déforestation (lorsque les terres sont défrichées pour produire des aliments pour animaux) et de pollution de l'eau (déchets, antibiotiques et hormones, produits chimiques des tanneries, engrais et pesticides utilisés pour les cultures fourragères) (FAO, 2006). Enfin, l'élevage industriel commun implique des conditions de vie éprouvantes, la souffrance des animaux et la mort à grande échelle.



Potentiel d'atténuation de la demande | Potentiel d'atténuation des GES de différents régimes alimentaires

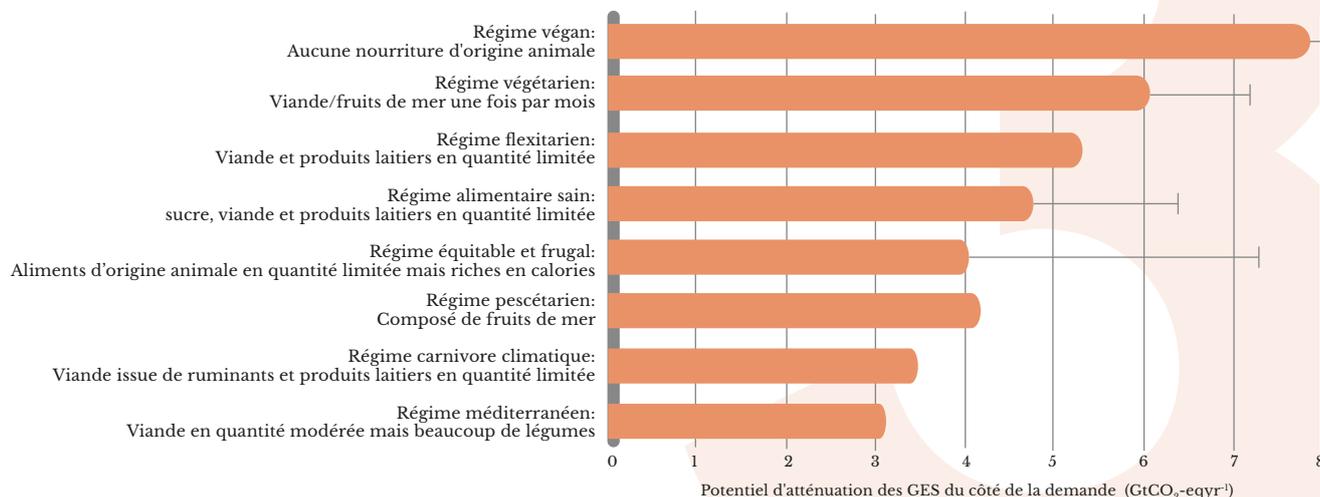


Figure 1. Préférences alimentaires et émissions de CO₂ (Dunne, 2020)

La figure 1 montre qu'un passage au véganisme à l'échelle mondiale permettrait de réduire les émissions plus que tout autre changement de régime alimentaire. La forte réduction des émissions proviendrait en partie des grandes quantités de terres libérées de leur utilisation actuelle pour le bétail et son alimentation et qui pourraient être utilisées pour planter des forêts capables de réduire le CO2 dans l'atmosphère (Dunne, 2020). Par exemple, 77 % de la production de soja, l'un des principaux responsables de la déforestation, sert à nourrir les animaux et à fabriquer des produits laitiers (Ritchie, 2021). Par ailleurs, la production de soja à l'échelle industrielle fait souvent appel à de puissants pesticides, qui polluent l'eau et causent des problèmes de santé aux personnes vivant à proximité. (Wasley, 2009).

Le fait de se nourrir directement de plantes pourrait réduire considérablement la superficie des terres nécessaires pour fournir à l'humanité la même quantité de protéines (par rapport aux plantes données en pâture aux animaux, qui doivent en consommer des quantités beaucoup plus importantes). Selon George Monbiot, journaliste du Guardian et lauréat du prix Global 500 de l'ONU pour ses réalisations exceptionnelles en matière d'environnement :

« Cela peut sembler contre-intuitif, mais si nous consommions du soja plutôt que de la viande, le défrichement de la végétation naturelle nécessaire pour nous fournir la même quantité de protéines diminuerait de 94 %. La production de protéines à partir de poulets nécessite trois fois plus de terres que celle de protéines à partir de graines de soja. Le porc en nécessite neuf fois, le bœuf 32 fois ». (Monbiot, 2015)



Image 2 : Des militants de Greenpeace peignent « Stop à la déforestation » sur un cargo en provenance du Brésil transportant de la farine de soja « pour dénoncer l'inaction du gouvernement français sur la question de la déforestation importée », 7 juin 2021.

Photo: Simon Lambert/Greenpeace

Les forêts tropicales captent des quantités importantes d'émissions de carbone dans l'atmosphère. Selon certains rapports, l'élevage serait responsable d'environ 80 % de la déforestation en Amazonie (World Wide Fund For Nature, sans date), où les forêts tropicales sont brûlées et les populations autochtones mises en danger pour créer de l'espace pour l'élevage de bétail. Parmi les plus grands importateurs de bœuf brésilien figurent Hong Kong, l'Union européenne, la Chine et l'Égypte (Brazilian Beef Exporters Association, 2017).

LE SAVIEZ-VOUS ?



Si la production alimentaire a un effet significatif sur notre environnement, il est important, dans le cadre d'une réflexion sur la durabilité en général, de prendre en compte la souveraineté alimentaire et culturelle. Créée par le mouvement international de paysans **Via Campesina** en 1996, la souveraineté alimentaire est « le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite par des méthodes écologiquement saines et durables, et leur droit de définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles ».

Comme il est impossible de séparer les relations avec leurs aliments traditionnels de leurs cultures, de leurs langues, de leur vie sociale, de leur spiritualité et de leur identité totale (Carmen, 2016), « vilipender » un type d'aliments ne peut apporter de réponses au développement durable. Les défenseurs de la souveraineté alimentaire se sont battus pour protéger les pratiques traditionnelles, car elles existent aussi en opposition à l'industrie alimentaire au sens large, en tant que formes d'alimentation durables et locales:

« Les vrais aliments sont produits de manière durable et éthique ; [...] la majeure partie de l'industrie de l'élevage en Occident ne répond pas à cette norme. Mais la vraie nourriture n'inclut pas non plus les aliments d'origine végétale cultivés avec des violations du travail. » (Keselj, 2020)

Bien que l'élevage intensif ne soit pas durable, il existe des moyens d'améliorer les habitudes de consommation, notamment en éliminant ou en réduisant la quantité de produits d'origine animale dans les régimes alimentaires, en privilégiant une chaîne d'approvisionnement alimentaire courte (en mangeant des aliments produits localement) et en consommant davantage d'aliments saisonniers et biologiques.

PROTÉGER LES OCÉANS ET LE CLIMAT

Dans l'Europe d'aujourd'hui, il est devenu de plus en plus difficile de trouver du poisson pêché localement. Parallèlement, les méthodes de pêche industrielle contribuent de manière significative à la dégradation de l'environnement et à la mort et au déclin des animaux marins (Pacoureaux et al. 2021). Par exemple, le chalutage de fond et la pêche à la palangre rasant souvent le fond de l'océan, détruisent les récifs coralliens et tuent des milliers de dauphins, de tortues de mer, de requins et autres « prises accessoires » (PETA, sans date). En outre, la dernière évaluation de la FAO (2020) a montré que les populations de poissons marins dans le monde continuent de décliner et que seulement 6,2 % ne sont ni « pleinement pêchées » ni « surpêchées ».

Parallèlement, la pisciculture contribue également à des effets négatifs sur l'environnement. Les parasites engendrent des problèmes qui obligent fréquemment certains aquaculteurs à utiliser des antibiotiques et des hormones puissants ; ceux-ci sont non seulement malsains en grande quantité mais sont aussi actuellement soupçonnés d'augmenter la résistance aux antibiotiques chez l'homme (Lockwood, 2017).

S'agissant des vitamines, les poissons ne peuvent pas produire eux-mêmes des oméga-3, mais les obtiennent en mangeant des algues. Les huiles d'algues sont plus respectueuses de l'environnement et sont moins susceptibles d'être contaminés (Windwood, 2015).



LE SAVIEZ-VOUS ?

Privilégier les produits locaux : L'utilisation de produits régionaux permet de minimiser la pollution environnementale en évitant les transports. Pour réduire les kilomètres parcourus par les aliments, essayez d'acheter des aliments provenant de « fermes écologiques », de petites exploitations agricoles locales ou de marchés locaux

Préférer les aliments **biologiques** ou ceux produits sans pesticides.

Savoir qu'une grande partie des aliments importés est associée à des violations des droits de l'homme et à la dégradation de l'environnement. En voici quelques exemples : défrichage de terres pour des plantations de palmiers à huile en **Indonésie** (Human Rights Watch, 2019) ; effets négatifs sur la sécurité alimentaire en **Bolivie** en raison de la demande internationale de quinoa (Yu, 2019) ; extorsion de producteurs d'avocats au **Mexique** (Lavelle, 2018) ; aliments commercialisés à partir de territoires occupés (le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, 2020) a publié une liste de **112 entreprises** qui contribuent à la violation des droits de l'homme contre le peuple palestinien), etc.

Privilégier les produits de saison : Les fruits et légumes de saison contribuent à minimiser l'impact sur l'environnement car ils ne nécessitent pas de serres chauffées ou de congélation (remarque : il est bon de garder à l'esprit l'empreinte carbone de la production des aliments achetés).

Adopter un régime végétal : Envisager l'introduction d'une politique visant à rendre toutes les activités de l'organisation végétariennes ou végétaliennes par défaut afin de contribuer à réduire l'empreinte environnementale négative des événements. (Lors de la préparation d'une activité, demander aux participants « Avez-vous besoin de viande ? » plutôt que « Avez-vous besoin d'une restauration végétarienne ? »). Si des repas non végétariens sont demandés, privilégier les aliments biologiques et produits localement.

Faire en sorte que ce soit savoureux : Lorsque vous choisissez un lieu ou un traiteur, s'assurer qu'ils savent préparer des repas végétariens nutritifs et savoureux.

Proposer des fruits de saison locaux, des noix ou des produits de boulangerie comme en-cas.

Communiquer : Expliquer aux participants les raisons pour lesquelles il a été décidé de servir des repas végétariens (par exemple, dans une fiche d'information envoyée aux participants à l'avance ou sous la forme d'une courte session pendant l'activité).

Promouvoir l'utilisation d'assiettes en céramique ou en verre pour la préparation et le service des aliments.

Réduire au minimum les emballages.

Encourager les hôtes et les participants à utiliser des systèmes de recharge pour les emballages recyclés existants.

Lors du recours à des services de restauration à emporter, demander de la vaisselle et des couverts réutilisables ou compostables. Les emballages en polystyrène sont à éviter.

Utiliser des tasses en verre ou en céramique pour les boissons et acheter des boissons dans des bouteilles en verre plutôt que dans des bouteilles « TetraPak » ou plastique.



CONSEIL : Pour savoir où se trouvent des « fermes écologiques » dans une région donnée, consulter le site web [WWOOF](http://www.wwoof.org) ou rechercher « agriculture biologique » en ligne pour trouver des aliments biologiques produits localement.

EAU

Encourager (et rappeler) aux participants d'apporter leurs propres bouteilles d'eau (le mentionner avant l'événement).

Certains pays ont la chance de disposer d'une eau du robinet propre et potable. Renseignez-vous pour savoir si c'est le cas de votre lieu de réunion.

Fournir un verre individuel réutilisable pour l'ensemble de l'événement.

Utiliser du ruban adhésif pour que les gens écrivent leur nom sur leur gobelet, ce qui permet de le réutiliser. Éviter les gobelets et les bouteilles en plastique.

Demander que l'eau ne soit pas servie en bouteille.

ZÉRO DÉCHET, RECYCLAGE ET COMPOSTAGE

Le recyclage (qui, il est vrai, n'est pas disponible partout) doit être effectué avec soin, ce qui implique un effort de sensibilisation des participants.

Être attentif aux emballages : La nourriture et les boissons mises à disposition lors des réunions doivent être le moins emballées possible et le verre est à privilégier par rapport au plastique.

Calculer le nombre de participants pour éviter d'acheter des produits inutiles. Demander aux vendeurs d'accepter le retour des produits non utilisés.

Rechercher les possibilités de composter les déchets alimentaires ou de les donner aux animaux.

Étiqueter clairement les bacs de recyclage (organique, papier, verre, plastique, métaux, etc.) et les placer dans des endroits stratégiques, accessibles et visibles (près des aliments, près d'une sortie, etc.).

Donner les restes (en utilisant des applications comme **Karma**, **Olio**, etc.).

La réutilisation est toujours préférable au recyclage et doit être privilégiée. Le recyclage lui-même consomme de l'énergie. De plus, dans certains pays, une quantité relativement faible de déchets est réellement recyclée, même s'ils avaient été placés dans des bacs de recyclage.

TRANSPORT



Les transports publics doivent toujours être privilégiés par rapport aux véhicules privés motorisés. Avant l'événement, fournir aux participants des informations sur les transports publics. Leur offrir un billet gratuit pour les transports publics locaux est une excellente incitation !

Lorsque les transports publics ne sont pas disponibles, il faut s'efforcer de regrouper les personnes dans des navettes ou de créer des feuilles de calcul partagées avec les heures d'arrivée afin que les participants puissent partager un trajet.

Offrir l'égalité des chances aux personnes handicapées qui prennent les transports publics ; veiller à inclure des informations sur l'accessibilité.

Passer au numérique et éviter tout déplacement pour les réunions de courte durée. Évaluer les activités qui pourraient être organisées en ligne et équilibrer les activités en face à face et les activités numériques. Envisager de mélanger la participation en ligne et en personne.

Encourager les transports à faibles émissions. Si les déplacements en avion ne peuvent être évités, utiliser le système de compensation carbone de la compagnie aérienne ou un programme de compensation des émissions de carbone tel que **Climatecare** ou **Carbon Footprint**.

Avoir des bagages aussi légers que possible et éviter d'emporter des objets inutiles car l'augmentation du poids des bagages entraîne une augmentation des émissions de carbone pour leur transport.

Combiner plusieurs raisons de voyager. Si possible, prolonger les voyages pour qu'ils remplissent plusieurs objectifs.

Utiliser des bicyclettes ou des véhicules non motorisés similaires pendant l'événement.

Éviter les trajets par avion ! Encourager les voyages en bus, en train, en bateau écologique (voilier), en covoiturage ou à vélo, car leur empreinte carbone est plus faible. Les trains de nuit sont également une option pour certaines destinations.

Éviter d'imprimer les billets pour voyager - utiliser les versions en ligne.

IMPRESSION ET PAPIER



Opter pour le zéro papier : n'imprimer les documents que lorsque cela est nécessaire.

Utiliser une application smartphone pour partager les ordres du jour des réunions et d'autres documents.

Demander aux destinataires des documents s'ils souhaitent disposer d'une version papier avant de les imprimer (une absence de réponse peut être interprétée comme un consentement à ne recevoir qu'une version électronique).

Utiliser des rétroprojecteurs pour afficher l'ordre du jour des réunions ou indiquez aux participants les versions électroniques de l'information. Éviter d'imprimer des copies de documents qui ne seront utilisés qu'une seule fois.

Imprimer sur les deux faces du papier pour réduire les déchets.

Éditer les documents avant de les imprimer pour réduire le nombre de pages (coupez le texte inutile, réduisez les marges, etc.).

Utiliser les tableaux de conférence de manière économique, en écrivant sur les deux faces.

Au lieu d'utiliser des badges nominatifs en plastique, utiliser du ruban adhésif en papier et écrire le nom des participants dessus avec un marqueur, ou fabriquer des badges nominatifs en utilisant du carton recyclé.

Prévoir comment collecter le matériel de l'événement et informez les participants en conséquence (par exemple, placer une boîte dans un endroit visible pour collecter et recycler les badges et les cordons (s'ils sont utilisés) à la sortie).

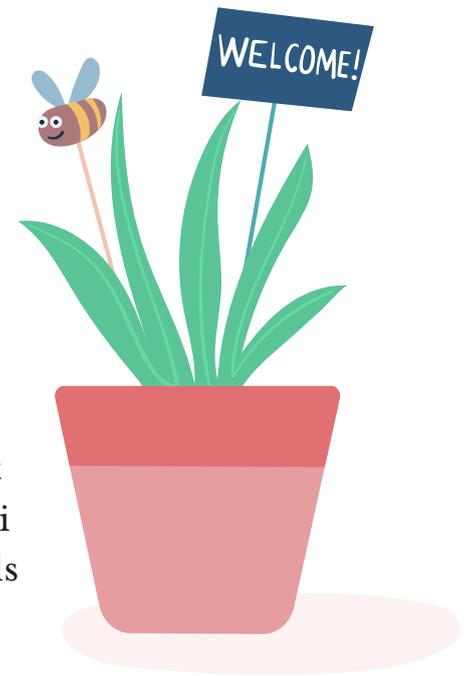
Éviter les impressions en couleur.



IDÉE: Organiser un concours pour le voyage le plus durable vers l'événement (c'est-à-dire, qui a parcouru la plus grande distance de la manière la plus durable).

POCHETTES DE BIENVENUE ET CADEAUX PROMOTIONNELS

Le matériel promotionnel distribué aux participants doit être respectueux de l'environnement et avoir une fonction utile (tasses/bouteilles réutilisables, savon écologique, etc.) pour ne pas être jeté immédiatement après l'événement. Il convient d'examiner attentivement si les pochettes de bienvenue et les cadeaux promotionnels sont même nécessaires.



Choisir du matériel promotionnel que les participants pourront continuer à utiliser après la fin de l'activité.

Commander auprès de fournisseurs respectueux de l'environnement.

Acheter des fournitures fabriquées à partir de matériaux recyclés ou renouvelables.

Privilégier les stylos rechargeables.

Les crayons sont une bonne alternative s'ils sont achetés auprès d'une source durable.

Fabriquer des carnets à la main à partir de matériaux recyclés ou acheter des carnets utilisant du papier recyclé auprès d'un fournisseur écologique.

Envisager le bricolage d'articles promotionnels comme une activité de rassemblement et permettre à vos participants de créer des souvenirs sur place à partir de matériaux écologiques.

Privilégier les matériaux naturels.

Encourager les participants à privilégier l'artisanat et les produits en matériaux naturels produits localement comme cadeaux.

Encourager les participants à acheter des produits d'occasion ou recyclés.



CONSEIL ESN: Informer les participants avant, pendant et après l'événement de vos choix écologiques. [...] En expliquant ces choix de manière positive, vous montrez votre engagement en tant qu'organisation responsable. Faire en sorte que les participants puissent faire partie de l'histoire en les responsabilisant et en les encourageant à contribuer (par exemple, à apporter des bouteilles d'eau, c'est un événement sans plastique! »

ACHETER DES PRODUITS ISSUS DU COMMERCE ÉQUITABLE



Le coton fait partie des produits de base les plus souvent produits en recourant au travail des enfants et le travail forcé dans au moins 18 pays (Commission européenne, 2020) et fait un usage intensif de pesticides (Cubie, 2006). Les projets soutenant les droits des jeunes en Europe doivent s'assurer que les T-shirts promotionnels n'ont pas été cousus dans des conditions qui ne respectent pas les droits de l'homme. Une façon de relever ce défi est d'acheter localement auprès d'entreprises de confiance qui utilisent des tissus certifiés Fairtrade en coton biologique, chanvre, lin ou bambou.

Le commerce équitable est une certification qui garantit que les producteurs des pays à faible revenu reçoivent un prix minimum pour leur produit, que les travailleurs reçoivent un salaire équitable, que les normes de santé et de sécurité sont respectées et qu'il n'y a pas de travail forcé ou de travail des enfants.

Utiliser des produits équitables et locaux. Lors de l'achat de produits à l'étranger, opter pour du thé, du café, du chocolat ou du sucre issus du commerce équitable (www.fairtrade.net donne les coordonnées des organisations locales de commerce équitable).

Note: Comme pour les produits biologiques, les aliments qui ne sont pas étiquetés « commerce équitable » ne sont pas nécessairement produits et commercialisés de manière déloyale, ils peuvent simplement ne pas être certifiés. Il est donc conseillé d'acheter localement auprès d'organisations de confiance.

RÉDUIRE NOTRE EMPREINTE DIGITALE

Le passage au numérique peut apparaître comme un moyen de limiter les déchets et, par extension, l'empreinte carbone. Cependant, les nouvelles technologies sont également une source considérable de pollution.



L'envoi de 65 courriers électroniques équivaut à peu près à parcourir 1 km en voiture. En effet, on estime que l'utilisation mondiale du courrier électronique génère autant de CO₂ que la circulation de sept millions de voitures supplémentaires (ScienceFocus, 2020). Selon certaines estimations, l'empreinte carbone des gadgets, d'internet et des systèmes qui les supportent représente environ 3,7 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (similaire à celle du transport aérien mondial !) et est principalement le fait des pays à revenu élevé (The Shift Project, 2019). Vous trouverez ci-dessous quelques conseils pour réduire l'empreinte numérique et la consommation d'énergie d'un événement :

Limiter l'utilisation des projecteurs et des ordinateurs portables ; les éteindre lorsqu'ils ne sont pas utilisés pour économiser de l'énergie.

Régler les moniteurs pour qu'ils passent automatiquement en mode veille même après une courte période d'inactivité.

Réduire la luminosité moyenne des écrans.

Supprimer les données stockées dans « le cloud » lorsqu'elles ne sont plus nécessaires, car leur maintien en ligne consomme de l'énergie.

Optimiser les fichiers envoyés par courrier électronique en les compressant ou en réduisant leur résolution.

Lors de l'envoi de fichiers volumineux, choisir un service d'hébergement de fichiers qui utilise un lien de téléchargement sur un site web (par exemple WeTransfer, Google Drive ou OneDrive). Cela évite que le fichier ne soit stocké sur plusieurs serveurs.

ÉDUCATION



En tant que parties prenantes du débat sur la durabilité, les jeunes méritent d'avoir leur mot à dire dans les politiques environnementales. Les défis environnementaux sont nombreux, et plusieurs d'entre eux nécessitent une réglementation gouvernementale, des changements de pratiques et une responsabilisation accrue des entreprises multinationales en Europe et dans le monde. Néanmoins, la sensibilisation à l'environnement fait partie intégrante d'une citoyenneté active; agir pour mettre en œuvre des solutions durables dans ses propres projets peut contribuer activement au bien-être de la planète.

Inclure une session sur la protection de l'environnement, l'activisme environnemental et/ou la durabilité dans le programme de l'événement.

Inviter des petits producteurs locaux et/ou des personnes d'influence végétariennes/végétaliennes à s'exprimer lors de cours et de déjeuners-séminaires.

Organiser une soirée sociale pour regarder des films ou des documentaires éducatifs (par ex. **Films for Action**, **Seaspiracy** et autres).

La sensibilisation à l'environnement et la réflexion sur le développement durable font partie d'un processus continu d'apprentissage, d'innovation et de (re)création.

Nous espérons que cette liste de contrôle vous aidera à faire les meilleurs choix pour vous-même et pour la planète.

LISTE DE CONTRÔLE RÉSUMÉ

TRAVAIL D'ÉQUIPE

Présenter la liste de contrôle à l'équipe.

Concevoir ensemble sa propre approche.

Convenir avec les participants des principes qui guideront les travaux de la réunion.

HÉBERGEMENT & LIEU

Vérifier les **certifications écologiques** (par exemple, dans le secteur hôtelier, vous pouvez rechercher la certification **Green Globe** ou **Green Key**).

Choisir un lieu qui dispose d'un programme d'économie d'énergie et d'eau (tel qu'un programme de recyclage et de réduction des déchets, systèmes de chauffage durables, etc).

Vérifier si des fontaines d'eau sont disponibles.

Coopérer avec des initiatives locales d'économie sociale (coopératives, fondations), entreprises sociales) plutôt qu'avec de grandes entreprises commerciales à but lucratif.

Choisir des lieux où les droits des travailleurs sont respectés et où il y a un réinvestissement dans la communauté locale.

Fournir des produits d'hygiène à faible impact environnemental (« **Eco-label** ») ou, mieux, des produits naturels, et utilisant le moins d'emballage possible.

Il convient de limiter des déplacements en véhicules motorisés privés pendant les événements. Cela signifie que l'hébergement doit se trouver soit au même endroit/aussi près que possible du lieu de la réunion, soit être facilement accessible par les transports publics.

Optimiser l'utilisation de la lumière naturelle.

Rappeler aux participants d'éteindre les lumières et de fermer les robinets lorsqu'ils ne sont pas utilisés.

Réutiliser le matériel des événements précédents. Pour ce faire, dresser une liste du matériel à usage unique (décorations, badges non réutilisables, etc.).

Organiser la réunion en plein air (si le temps le permet).

Nettoyage : utiliser des produits respectueux de l'environnement pour le nettoyage et la vaisselle (essayez de fabriquer vos propres produits de nettoyage, par exemple avec du vinaigre, des citrons ou du bicarbonate de soude).

Utiliser le moins possible la climatisation ou des systèmes de refroidissement/chauffage similaires.

Éviter de chauffer inutilement les salles de réunion ou d'autres espaces.

Ne pas changer les serviettes et les draps tous les jours.

ALIMENTS ET CONSOMMABLES

Privilégier les produits locaux : L'utilisation de produits régionaux permet de minimiser la pollution environnementale en évitant les transports. Pour réduire les kilomètres parcourus par les aliments, essayer d'acheter des aliments provenant de « fermes écologiques », de petites exploitations agricoles locales ou de marchés locaux.

Préférer les **aliments biologiques**, ou ceux produits sans pesticides.

Privilégier les produits de saison : Les fruits et légumes de saison contribuent à minimiser l'impact sur l'environnement car ils ne nécessitent pas de serres chauffées ou de congélation (remarque : il est bon de garder à l'esprit l'empreinte carbone de la production des aliments achetés).

Adopter un régime végétal : Envisager l'introduction d'une politique visant à rendre toutes les activités de l'organisation végétariennes ou végétaliennes par défaut afin de contribuer à réduire l'empreinte environnementale négative des événements (lors de la préparation d'une activité, demander aux participants « Avez-vous besoin de viande ? » plutôt que « Avez-vous besoin d'une restauration végétarienne ? »). Si des repas non végétariens sont requis, privilégier les aliments biologiques et produits localement.

Faire en sorte que ce soit savoureux : Lorsque vous choisissez un lieu ou un traiteur, s'assurer qu'ils savent préparer des repas végétariens nutritifs et savoureux.

Proposer des fruits de saison locaux, des noix ou des produits de boulangerie comme en-cas.

Communiquer : Expliquer aux participants les raisons pour lesquelles il a été décidé de servir des repas végétariens (par exemple, dans une fiche d'information envoyée aux participants à l'avance ou sous la forme d'une courte session pendant l'activité).

Promouvoir l'utilisation d'assiettes en céramique ou en verre pour la préparation et le service des aliments.

Réduire au minimum les emballages.

Encourager les hôtes et les participants à utiliser des systèmes de recharge pour les emballages recyclés existants.

Lors du recours à des services de restauration à emporter, demander de la vaisselle et des couverts réutilisables ou compostables. Les emballages en polystyrène sont à éviter.

Utiliser des gobelets en verre ou en céramique pour les boissons et acheter des boissons dans des bouteilles en verre plutôt que dans des « TetraPak » ou en plastique.

Encourager (et rappeler) aux participants d'apporter leurs propres bouteilles d'eau (mentionnez-le avant l'événement).

Certains pays ont la chance de disposer d'une eau du robinet propre et potable. Renseignez-vous pour savoir si c'est le cas de votre lieu de réunion.

Fournir un verre individuel réutilisable pour l'ensemble de l'événement.

Utiliser du ruban adhésif pour que les gens écrivent leur nom sur leur gobelet, ce qui permet de le réutiliser. Éviter les gobelets et les bouteilles en plastique !

Demander de ne pas servir l'eau en bouteille.

Être attentif aux emballages : La nourriture et les boissons mises à disposition pendant les réunions doivent être aussi peu emballées que possible et le verre doit être préféré au plastique.

Calculer le nombre de participants pour éviter d'acheter des produits inutiles. Demander aux vendeurs d'accepter le retour des produits non utilisés.

Rechercher les possibilités de composter les déchets alimentaires ou de les donner aux animaux.

Étiqueter clairement les bacs de recyclage (organique, papier, verre, plastique, métaux, etc.) et les placer dans des endroits stratégiques, accessibles et visibles (près des aliments, près d'une sortie, etc.).

Donner les restes (en utilisant des applications comme **Karma**, **Olio**, etc.).

La réutilisation est toujours préférable au recyclage et doit être privilégiée. Le recyclage lui-même consomme de l'énergie. De plus, dans certains pays, une quantité relativement faible de déchets est réellement recyclée, même s'ils ont été placés dans des bacs de recyclage.

TRANSPORT

Les transports publics doivent toujours être privilégiés par rapport aux véhicules privés motorisés. Avant l'événement, fournir aux participants des informations sur les transports publics. Leur offrir un billet gratuit pour les transports publics locaux est une excellente incitation !

Lorsque les transports publics ne sont pas disponibles, il faut s'efforcer de regrouper les personnes dans des navettes ou de créer des feuilles de calcul partagées avec les heures d'arrivée afin que les participants puissent partager un trajet.

Offrir l'égalité des chances aux personnes handicapées qui prennent les transports publics ; veiller à inclure des informations sur l'accessibilité.

Passer au numérique et éviter tout déplacement pour les réunions de courte durée. Évaluer les activités qui pourraient être organisées en ligne et équilibrer les activités en face à face et les activités numériques. Envisager de mélanger la participation en ligne et en personne.

Encourager les transports à faibles émissions. Si les déplacements en avion ne peuvent être évités, utiliser le système de compensation carbone de la compagnie aérienne ou un programme de compensation des émissions de carbone tel que **Climatecare** ou **Carbon Footprint**.

Avoir des bagages aussi légers que possible et éviter d'emporter des objets inutiles car l'augmentation du poids des bagages entraîne une augmentation des émissions de carbone pour leur transport.

Combiner plusieurs raisons de voyager. Si possible, prolonger les voyages pour qu'ils remplissent plusieurs objectifs.

Utiliser des bicyclettes ou des véhicules non motorisés similaires pendant l'événement.

Éviter les trajets par avion ! Encourager les voyages en bus, en train, en bateau écologique (voilier), en covoiturage ou à vélo, car leur empreinte carbone est plus faible. Les trains de nuit sont également une option pour certaines destinations.

Éviter d'imprimer les billets pour voyager - utiliser les versions en ligne.

IMPRESSION ET PAPIER

Opter pour le zéro papier: n'imprimer les documents que lorsque cela est nécessaire.

Utiliser une application smartphone pour partager les ordres du jour des réunions et d'autres documents.

Demander aux destinataires des documents s'ils souhaitent disposer d'une version papier avant de les imprimer (une absence de réponse peut être interprétée comme un consentement à ne recevoir qu'une version électronique).

Au lieu d'imprimer des copies pour tous les participants, afficher les informations générales à un endroit visible et en gros caractères.

Utiliser des rétroprojecteurs pour afficher les ordres du jour des réunions ou dirigez les participants vers des versions électroniques de ces informations. Éviter d'imprimer des copies de documents qui ne seront utilisés qu'une seule fois.

Imprimer sur les deux faces du papier pour réduire les déchets.

Éditer les documents avant de les imprimer pour réduire le nombre de pages (coupez le texte inutile, réduisez les marges, etc.).

Utiliser les tableaux de conférence de manière économique, en écrivant des deux côtés.

Au lieu d'utiliser des badges nominatifs en plastique, utiliser du ruban adhésif en papier et écrire le nom des participants dessus avec un marqueur, ou fabriquer des badges nominatifs en utilisant du carton recyclé.

Prévoir comment collecter le matériel de l'événement et informez les participants en conséquence (par exemple, placer une boîte dans un endroit visible pour collecter et recycler les badges et les cordons (s'ils sont utilisés) à la sortie).

Éviter les impressions en couleur.

POCHETTES DE BIENVENUE ET CADEAUX PROMOTIONNELS

Choisir du matériel promotionnel que les participants pourront continuer à utiliser après la fin de l'activité.

Commander auprès de fournisseurs respectueux de l'environnement.

Acheter des fournitures fabriquées à partir de matériaux recyclés ou renouvelables.

Privilégier les stylos rechargeables.

Les crayons sont une bonne alternative s'ils sont achetés auprès d'une source durable.

Fabriquer des cahiers à la main à partir de matériaux recyclés ou acheter des cahiers utilisant du papier recyclé auprès d'un fournisseur écologique.

Envisager le bricolage d'articles promotionnels comme une activité de rassemblement et permettez à vos participants de créer des souvenirs sur place à partir de matériaux écologiques.

Privilégier les matériaux naturels.

Encourager les participants à privilégier l'artisanat et les produits en matériaux naturels produits localement comme cadeaux.

Encourager les participants à acheter des produits d'occasion ou recyclés.

ACHETER DES PRODUITS ISSUS DU COMMERCE ÉQUITABLE

Utiliser des produits équitables et locaux. Lors de l'achat de produits à l'étranger, opter pour du thé, du café, du chocolat ou du sucre issus du commerce équitable (www.fairtrade.net donne les coordonnées des organisations locales de commerce équitable).

RÉDUIRE L'EMPREINTE DIGITALE

Limiter l'utilisation des projecteurs et des ordinateurs portables ; les éteindre lorsqu'ils ne sont pas utilisés pour économiser de l'énergie.

Régler les moniteurs pour qu'ils passent automatiquement en mode veille même après une courte période d'inactivité.

Réduire la luminosité moyenne des écrans.

Supprimer les données stockées dans le nuage lorsqu'elles ne sont plus nécessaires, car leur maintien en ligne consomme de l'énergie.

Optimiser les fichiers envoyés par courrier électronique en les compressant ou en réduisant leur résolution.

Lors de l'envoi de fichiers volumineux, choisir un service d'hébergement de fichiers qui utilise un lien de téléchargement sur un site web (par exemple WeTransfer, Google Drive ou OneDrive). Cela évite que le fichier ne soit stocké sur plusieurs serveurs.

ÉDUCATION

Inclure une session sur la protection de l'environnement, l'activisme environnemental et/ou la durabilité dans le programme de l'événement.

Inviter des petits producteurs locaux et/ou des personnes d'influence végétariennes/végétaliennes à s'exprimer lors des cours et des déjeuners-séminaires.

Organiser une soirée sociale pour regarder des films ou des documentaires éducatifs (par ex. Films for Action, Seaspiracy et autres).

RÉFÉRENCES

Amnesty International (2019), Climate change ranks highest as vital issue of our time - Generation Z survey, voir

<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2019/12/climate-change-ranks-highest-as-vital-issue-of-our-time>, consulté le 22 juillet 2021.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (2019), Résolution: Un statut juridique pour les « réfugiés climatiques », voir <http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-EN.asp?fileid=28239&lang=fr>, consulté le 22 juillet 2021.

Banque mondiale (2019), Importation de biens et de services (% du PIB), voir

<https://data.worldbank.org/indicator/NE.EXP.GNFS.ZS>, consulté le 30 juillet 2021.

Barclay E. and Resnick B. (2019), “How big was the global climate strike? 4 million people, activists estimate”, Vox, voir

www.vox.com/energy-and-environment/2019/9/20/20876143/climate-strike-2019-september-20-crowd-estimate, consulté le 22 juillet 2021.

Brazilian Beef Exporters Association (2017), Brazilian Livestock Profile: Annual Report, voir

www.newsprime.com.br/img/upload2/sumario-ingles-010217.pdf, consulté le 22 juillet 2021

Bullard R.D. et al. (2007), Toxic Wastes and Race at Twenty 1987-2007, United Church of Christ, voir

<https://www.nrdc.org/sites/default/files/toxic-wastes-and-race-at-twenty-1987-2007.pdf>, consulté le 22 juillet 2021.

Bureau européen de l'environnement (2020), Pushed to the wastelands: Environmental racism against Roma communities in Central and Eastern Europe, voir

<https://eeb.org/library/pushed-to-the-wastelands-environmental-racism-against-roma-communities-in-central-and-eastern-europe/>, consulté le 30 juillet 2021.

Carmen A. (2016), “Protecting and Restoring Indigenous Peoples’ Food Sovereignty”, Cultural Survival Quarterly Magazine, voir

www.culturalsurvival.org/publications/cultural-survival-quarterly/protecting-and-restoring-indigenous-peoples-food, consulté le 22 juillet 2021.

Commission européenne (2009), EU’s Eco-management and Audit Scheme (EMAS), voir

https://ec.europa.eu/environment/emas/index_en.htm, consulté le 22 juillet 2021.

Commission européenne (2019), Les 6 priorités de la Commission pour 2019-24, voir

https://ec.europa.eu/info/strategy/priorities-2019-2024_fr, consulté le 22 juillet 2021.

Commission européenne (2020), Clearing cotton from child labour, voir

https://ec.europa.eu/international-partnerships/stories/clearing-cotton-child-labour_en, consulté le 22 juillet 2021.

Commission européenne (2021a), Priorities of the Erasmus+ Programme: Erasmus+ Programme Guide, voir

<https://erasmus-plus.ec.europa.eu/programme-guide/part-a/priorities-of-the-erasmus-programme>, consulté le 22 juillet 2021.

Commission européenne (2021b), Stratégie en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030, voir

https://ec.europa.eu/environment/strategy/biodiversity-strategy-2030_fr, consulté le 22 juillet 2021.

Conseil des droits de l'homme des Nations Unies (2020), Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général : Situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés, voir

<https://www.ohchr.org/fr/countries/menaregion/pages/psindex.aspx>, consulté le 22 juillet 2021.

Conseil de l'Europe (2019), Living in a clean environment: a neglected human rights concern for all of us, available at <https://www.coe.int/en/web/commissioner/-/living-in-a-clean-environment-a-neglected-human-rights-concern-for-all-of-us> , consulté le 22 juillet 2021.

Conseil de l'Europe (2020a), Protection de l'environnement et droits de l'homme : Déclaration finale par la Présidence géorgienne du Comité des Ministres voir <https://www.coe.int/fr/web/human-rights-rule-of-law/Final-declaration-by-the-presidency-of-the-committee-of-ministers> , consulté le 22 juillet 2021.

Conseil de l'Europe (2020b), Déclaration conjointe sur les droits de l'homme et l'environnement des Présidences sortante et entrantes du Comité des Ministres, voir https://search.coe.int/cm/Pages/result_details.aspx?ObjectID=09000016809e59f9, consulté le 22 juillet 2021.

Corporate Europe Observatory (2019), Big Oil and Gas buying influence in Brussels, voir <https://corporateeurope.org/en/2019/10/big-oil-and-gas-buying-influence-brussels>, consulté le 22 juillet 2021.

Corporate Europe Observatory (2020), A grey deal? Fossil fuel fingerprints on the European Green Deal, voir <https://corporateeurope.org/en/2019/10/big-oil-and-gas-buying-influence-brussels> , consulté le 22 juillet 2021.

Cour européenne des droits de l'homme (2021), Environnement et Cour européenne des droits de l'homme, voir www.echr.coe.int/Documents/FS_Environment_FRA.pdf , consulté le 22 juillet 2021.

Cubie D. (2006), Cotton and Pesticides, The National Wildlife Federation, voir www.nwf.org/Magazines/National-Wildlife/2006/Cotton-and-Pesticides , consulté le 22 juillet 2021.

Deutsche Welle (2019), EU lauds new Green Deal as Europe's 'man on moon moment', voir www.dw.com/en/eu-lauds-new-green-deal-as-europes-man-on-moon-moment/a-51622675 , consulté le 22 juillet 2021.

Dunne D. (2020), Interactive: What is the climate impact of eating meat and dairy? voir <https://interactive.carbonbrief.org/what-is-the-climate-impact-of-eating-meat-and-dairy/>, consulté le 22 juillet 2021.

ERYICA and Eurodesk (2020), Greening youth information services, voir <https://eurodesk.eu/green-publication/> , consulté le 22 juillet 2021.

EU-CoE youth partnership (2018), T-kit on Sustainability and Youth Work, voir <https://pjp-eu.coe.int/en/web/youth-partnership/t-kit-13-sustainability-and-youth-work> , consulté le 22 juillet 2021.

Eurostat (2020), Being young in Europe today - executive summary, voir https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Being_young_in_Europe_today_-_executive_summary, consulté le 22 juillet 2021.

Fonds européen pour la jeunesse (2014), Lignes directrices en matière de durabilité environnementale pour les projets, voir <https://rm.coe.int/CoERMPublicCommonSearchServices/DisplayDCTMContent?documentId=090000168008f437>, consulté le 30 juillet 2021.

Gorman, J. (2021), Disobedient youth: Lessons from the youth climate strike movement, EU-CoE youth partnership, voir <https://pjp-eu.coe.int/documents/42128013/47261800/Gor-man-J.-%282021%29-Disobedient-Youth-Lessons-from-the-Climate-Strikes.pdf/b1ec729d-ee2f-1e5d-9de3-a22b68e61bb8> , consulté le 22 juillet 2021.

Griffin P. (2017), “CDP Carbon Majors Report 2017”, The Carbon Majors Database, voir <https://cdn.cdp.net/cdp-production/cms/reports/documents/000/002/327/original/Carbon-Majors-Report-2017.pdf?1501833772>, consulté le 22 juillet 2021.

Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (2015), Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, voir https://unfccc.int/files/essential_background/convention/application/pdf/french_paris_agreement.pdf , consulté le 25 juillet 2021.

Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (2018), Special Report on Global Warming of 1.5°C, FAQ Chapter 1, voir www.ipcc.ch/sr15/faq/faq-chapter-1, consulté le 22 juillet 2021.

Heiba S. (2021), How the EU Green Deal Perpetuates Climate Colonialism, voir <https://earth.org/eu-green-deal-perpetuates-climate-colonialism/>, consulté le 22 juillet 2021.

Human Rights Watch (2019), Oil Palm Plantations and Rights Violations in Indonesia, voir <https://www.hrw.org/report/2019/09/23/when-we-lost-forest-we-lost-everything/oil-palm-plantations-and-rights-violations> , consulté le 22 juillet 2021.

Keselj M. (2020), “Vegan’ Shouldn’t Be The Last Word in Sustainability”, Harvard Political Review, voir <https://harvardpolitics.com/more-than-veganism/>, consulté le 22 juillet 2021.

Lancet Countdown and the European Environment Agency (2021), Responding to the health risks of climate change in Europe, voir <https://climate-adapt.eea.europa.eu/observatory/++aq++metadata/publications/responding-to-the-health-risks-of-climate-change-in-europe/> , consulté le 22 juillet 2021.

Lavelle, D. (2018), Should you stop eating ‘blood avocados’? The Guardian, voir www.theguardian.com/food/shortcuts/2018/dec/10/should-you-stop-eating-blood-avocados, consulté le 22 juillet 2021.

Lessnic, S. (2019), Living Well at Others' Expense: The Hidden Costs of Western Prosperity. Polity Press, Cambridge.

Lockwood D. (2017), Antibiotic resistance could spread through feed at fish farms, voir <https://cen.acs.org/articles/95/web/2017/09/Antibiotic-resistance-spread-through-feed.html>, consulté le 22 juillet 2021.

Monbiot G. (2015), “There’s a population crisis all right. But probably not the one you think”, The Guardian, available at www.theguardian.com/commentisfree/2015/nov/19/population-crisis-farm-animals-laying-waste-to-planet, consulté le 22 juillet 2021.

Monbiot G. (2020), “Myth: Vegans hurt the planet with soy foods like tofu”, Truth or Drought, voir www.truthordrought.com/soybean-myths, consulté le 22 juillet 2021.

Nations Unies (2020), World Youth Report, voir: www.un.org/development/desa/youth/world-youth-report.html, consulté le 22 juillet 2021.

Nations Unies (sans date), #YouthStats: Environment and Climate Change, voir <https://www.un.org/youthenvoy/environment-climate-change/>, consulté le 22 juillet 2021.

Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (sans date), Changement climatique et déplacement, voir www.unhcr.org/fr/news/stories/2019/10/5da6c548a/changement-climatique-et-deplacements.html, consulté le 22 juillet 2021.

Organisation internationale de normalisation (ISO) (sans date.), ISO 20121 Sustainable events, voir www.iso.org/iso-20121-sustainable-events.html , consulté le 22 juillet 2021.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2006), Livestock a major threat to environment, voir <https://www.fao.org/Newsroom/en/news/2006/1000448/index.html#:~:text=According%20to%20a%20new%20report,of%20land%20and%20water%20degradation>, consulté le 22 juillet 2021.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2020), The State of World Fisheries and Aquaculture 2020, Sustainability in Action, Rome, voir www.fao.org/3/ca9229en/CA9229EN.pdf, consulté le 22 juillet 2021

Pacoureaux N. et al. (2021), Half a century of global decline in oceanic sharks and rays, voir www.nature.com/articles/s41586-020-03173-9, consulté le 22 juillet 2021.

PETA (n.d.), Meat and the Environment, voir www.peta.org/issues/animals-used-for-food/meat-environment/, consulté le 22 juillet 2021.

Rankin J. (2020). Roma suffer under EU's 'environmental racism', report concludes. The Guardian, voir <https://www.theguardian.com/world/2020/apr/06/roma-suffer-under-eus-environmental-racism-report-concludes>, consulté le 22 juillet 2021.

Ritchie H. "Soy", Our World in data, Global Change Data Lab, voir <https://ourworldindata.org/soy>, consulté le 22 juillet 2021.

Sanson A. V. Hoorn J. V. and Burke S. E. L. (2019), "Responding to the Impacts of the Climate Crisis on Children and Youth", Child Development Perspectives, Vol. 13 No. 4, voir <https://srcd.onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1111/cdep.12342>, consulté le 22 juillet 2021.

ScienceFocus (2020), The thought experiment: What is the carbon footprint of an email? voir www.sciencefocus.com/planet-earth/the-thought-experiment-what-is-the-carbon-footprint-of-an-email/, consulté le 22 juillet 2021.

Sheffield P. E. and Landrigan P. J. (2010), "Global Climate Change and Children's Health: Threats and Strategies for Prevention", Environmental Health Perspectives, Vol. 119 No. 3, voir <https://ehp.niehs.nih.gov/doi/10.1289/ehp.1002233>, consulté le 22 juillet 2021.

The Shift Project (2019), Towards Digital Sobriety, voir https://theshiftproject.org/wp-content/uploads/2019/03/Lean-ICT-Report_The-Shift-Project_2019.pdf, consulté le 22 juillet 2021.

Wasley A. (2009), "Deforestation and the true cost of Europe's cheap meat", The Guardian, voir www.theguardian.com/environment/2009/oct/16/deforestation-europe-cheap-meat, consulté le 22 juillet 2021.

Windwood R. J. (2015), Algal oils. Specialty Oils and Fats in Food and Nutrition, ScienceDirect, voir www.sciencedirect.com/topics/agricultural-and-biological-sciences/algal-oils, consulté le 22 juillet 2021.

World Wide Fund For Nature (sans date), Unsustainable Cattle Ranching, voir https://wwf.panda.org/discover/knowledge_hub/where_we_work/amazon/amazon_threats/unsustainable_cattle_ranching/, consulté le 22 juillet 2021.

Yu, L. (2019), Superfoods' Dark Side: Increasing Vulnerability of Quinoa Farmers in Bolivia, voir <https://web.colby.edu/st297-global18/2019/01/22/superfoods-dark-side-increasing-vulnerability-of-quinoa-farmers-in-bolivia/>, consulté le 22 juillet 2021.

@eucoeyouth



<http://youth-partnership-eu.coe.int>
youth-partnership@partnership-eu.coe.int

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits de l'homme du continent. Il comprend 47 États membres, dont l'ensemble des membres de l'Union européenne. Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les États membres.

www.coe.int

Les États membres de l'Union européenne ont décidé d'unir leur savoir-faire, leurs ressources et leurs destins. Ensemble, ils ont construit une zone de stabilité, de démocratie et de développement durable tout en préservant la diversité culturelle, la tolérance et les libertés individuelles. L'Union européenne s'est engagée à partager ses réalisations et ses valeurs avec les pays et les peuples au-delà de ses frontières.

<http://europa.eu>



UNION EUROPÉENNE

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE